

Compte-rendu du CTP du 25 février 2014

Etaient présents :

Elus : Mrs BOCHER et GIRARD, Col. TELLANGER, Col. GROS, Mmes RIVIERES et GENET-BODY

Pour les syndicats étaient présents :

CGT 3 titulaires 1 suppléant

CFTC/SNSPP 1 titulaire

CFDT 2 titulaires 2 suppléants

Avenir Secours : 1 titulaire

Secrétaire adjoint : DURAND Françoise (CFDT)

Prise de parole de E. JOUBERT en début de séance :

« Monsieur le président,

Lors de la mise en place du Règlement sur le Temps de Travail, nos collègues du CTA ont été impactés par la perte des 10 minutes de travail rémunérées par garde ce qui les amène à travailler 3 jours de plus par an pour un salaire équivalent. Les astreintes précédemment comptabilisées en temps de travail sont désormais rémunérées et demandent à chacun de travailler environ 10 gardes de plus par an.

Depuis début janvier, par mesure d'économie vos services ont décidé de diminuer le nombre d'astreintes en passant de 4 à 2 par jour. Par cette décision, vous avez mis en péril la continuité du Service Public au sein du CTA-CODIS. Cela s'est démontré très clairement samedi 22 février 2014 alors que Nantes connaissait des événements tragiques. Vos services ont donc dû faire appel, une fois de plus, au civisme et au respect du Service Public de nos collègues opérateurs qui attaquaient leur douzième heure de travail. En effet lors de la relève de 19h00, le nombre d'opérateurs n'était pas assez important pour répondre aux sollicitations téléphoniques car le service ne possédait plus d'agent d'astreinte sous la main (les 2 agents prévus initialement ayant déjà été réquisitionnés pour la journée). Pour palier à ce problème, des agents consciencieux ont décidé des rester pour prêter main forte à leurs collègues et donc d'effectuer, pour certains, plus de 15 h de travail derrière leur pupitre.

A savoir qu'après 12 heures de travail sous tension et avec en plus le notion de savoir si oui au non il va falloir rester un peu plus de temps pour assurer des moyens de réponses correctes

aux citoyens de notre département qui en ont besoin et assurer l'aide de nos collègues, la fatigue est bien présente et les risques d'incident voir même d'accident sont réels.

Malgré ce que peuvent penser certains, le métier d'opérateur est un métier spécifique et à « Grande Responsabilité ». C'est le premier maillon de la chaîne opérationnelle et à ce titre leur travail doit être respecté.

C'est pour cela et surtout pour ne pas connaître d'autres déboires comme ceux vécus samedi dernier que nous vous demandons de ré-augmenter les astreintes des opérateurs du CTA-CODIS.

A noter que depuis le 1^{er} janvier 2014, les opérateurs sont régulièrement sollicités pour prendre les astreintes de ceux déjà rappelés pour être de garde à la place d'un malade ou pour augmenter l'effectif suite à des situations dites particulières comme les intempéries de ce début d'année. Contrairement à ce que semble penser certains, il ne s'agit pas de cas particuliers, mais bien de rappels réguliers sur les jours de repos pour prendre une garde ou une astreinte la veille pour le lendemain, voir le jour même. Ceci afin de palier à un manque d'effectif qui était auparavant prévu en amont et permettre au service de fonctionner correctement. »

Réponse de H. BOCHER : Le sujet sera vu ultérieurement et une réponse nous sera faite avant le CTP de juin 2014.

DOSSIERS POUR AVIS

1) Approbation du Compte-Rendu du CTP du 26 novembre 2013

Report de l'approbation du dernier CTP car le CR n'a pas encore été signé par le secrétaire adjoint !

2) Instruction permanente - Double statut SPP-SPV et PAT-SPV

Intervention de E. JOUBERT (CFDT) :

« Paragraphe 3.2 Dispositions relatives au repos de sécurité »

Nous demandons le repos de sécurité lors de toutes « sorties opérationnelles ». Peu importe que le SP soit d'Astreinte ou en garde postée.

Demande l'élaboration d'une charte (auto convention) du SPV employé au SDIS44 (PAT et SPP).

Intervention de P. BOIVIN :

Celui-ci demande pourquoi valider ce texte avant l'IP ?!

« Paragraphe 1 : Les SPP non officiers et les PATS sont autorisés à contracter un engagement de SPV »

Pourquoi le texte exclue-t-il les infirmiers et les officiers pouvant être chefs de centre d'un CIS de volontaires ?

Est-il possible d'inscrire un paragraphe 3.4 sur les dispositions relatives aux infirmiers travaillant en milieux hospitaliers et SPV.

Intervention de la CGT :

«Comment, Pourquoi et Pour qui ? »

« La CGT n'est pas favorable au double statut, en particulier sur les CIS de l'Agglomération Nantaise »

Ceux-ci soulèvent des problèmes au niveau du logiciel « Gardes et Astreintes » ainsi que pour les PATS en doubles affectation « Volontaire/Volontaire »

Réponses Elus / SDIS :

Report du dossier au prochain CTP sur demande d'Hervé BOCHER.

De nombreux points et questions ont été levés par les OS.

Il semble que le dossier demande un peu plus de concertation entre la hiérarchie et les OS et un travail plus en profondeur ...

3) Indemnisation des formateurs occasionnels

CGT : contre

Il faut également définir le temps de formation : 7h00 ou 7h15 ?

Réponses Elus / SDIS :

Devant les questionnements des OS et d'un manque de travail en profondeur du dossier celui-ci est reporté au prochain CTP sur demande d'Hervé BOCHER.

4) Refonte des régimes indemnitaires des personnels de la filière SPP, modification de la prime de responsabilité (Chef de salle CTA-CODIS, Commandant en gpt fonctionnel et CIS)

Question de la CFDT :

Que fait-on des Adjudants et sergent en 2018 ?

- Actuellement 18% → en 2018 13%
- Sous-officiers : actuellement 16% → en 2018 13%

Pas de réponse de la direction qui considère que ceci est un autre dossier

Approbation

OS : 5 « Abstentions » (CFDT et CGT) et 2 « pour » (CFTC et Avenir Secours)

Elus / SDIS : 6 « Pour »

DOSSIERS POUR INFORMATIONS**1) Elections professionnelles – Point d'étape**

Les élections professionnelles doivent se tenir le 4 décembre 2014.

Il est également prévu d'organiser les élections des représentants du COS sur cette même date.

Changements généraux par rapport aux élections de 2008 :

- Le CTP devient CT (le Paritarisme n'est donc plus obligatoire pour le CT et le CHSCT).

- Le mandat des RP passe à 4 ans (au lieu de 6 ans auparavant).
- Elections au scrutin de liste avec représentation proportionnelle, en 1 seul tour.

Changements au niveau des instances :

- Le CT : La parité numéraire entre les RP et les Représentant de l'Administration n'est plus obligatoire.
Le quorum passe à 50% au moins du collège des RP (s'il est prévu le vote des Représentants de l'Etablissement, le quorum s'appliquera aussi pour ce collège).
Un vote défavorable à l'UNANIMITE par les RP nécessite un nouvel examen du dossier dans les 30 jours.
Les compétences du CT sont élargies à questions liées à l'insertion et à l'égalité professionnelle, aux aides à la protection sociale complémentaire et à l'aide sociale.
- CHSCT : les RP ne sont plus élus mais désignés par les OS selon la proportion du résultat des élections du CT.
Le secrétaire du CHSCT sera un RP. Il sera consulté pour l'Ordre du Jour avec un droit de regard sur les dossiers et pourra proposer des points à mettre à l'Ordre du Jour.
La parité numéraire n'est plus obligatoire entre les élus du CA et les membres de l'Administration.
Le vote des représentants de l'établissement n'est plus obligatoire.
Les compétences du CHSCT sont étendues aux risques psycho sociaux et troubles musculo squelettiques.

Points à convenir entre les partenaires sociaux :

- Déterminer le nombre de RP pour le CT (entre 5 et 8 RP) et pour le CHSCT (entre 3 et 10 RP).
- Déterminer le nombre, le nom et la qualité des Représentant de l'Etablissement au CT et CHSCT.
- Décider si les Représentants du SDIS ont voix délibérative ou non au CT et CHSCT.
- Déterminer la durée du mandat du secrétaire du CHSCT.
- Proposer au CA du 30 juin 2014, la délibération portant création du CT et du CHSCT.

Tous ces points sont en cours de discussion avec les OS. Une réunion a déjà eu lieu le 14 février 2014 ; la prochaine aura lieu le 27 mars prochain.

A noter que la CASDIS aura lieu le 12 juin 2014.

2) Avancement du centre de formation et d'entrainement

Dossier exposé par le Lt-Col AREN.

Le Centre de Formation et d'entrainement se situera sur le site du CHS de Blain.
Cout de l'opération : environ 25 millions d'Euros.

Les OS ont demandé une communication à l'ensemble des agents sur le projet.

3) Bilan de la réorganisation des services RH suite à l'audit BIZOLON

Dossier exposé par le Colonel GROS :

Points forts :

- Stabilisation du cadre
- Professionnalisation des équipes
- Engagement des agents
- Crédibilité de la fonction RH

Les axes de progression :

- Développement de la transversalité
- Territorialisation de la fonction RH
- Développement de la relation et de la satisfaction des utilisateurs
- Organisation du pôle expertise

La CFDT dans son intervention a réagi au fait que l'on parlait beaucoup d'organisation, de tableau mais très peu de l'humain.

QUESTIONS DES SYNDICATS

1) CFDT : *Comment vont être gérés les ponts de 2014*

Réponses : Suppression de la règle du 50/50. La seule contrainte sera la continuité du service. Nous avons tout de même demandé au Président à revenir sur sa décision sur « le jour du président » pour le vendredi de l'Ascension.

2) Avenir Secours : Pas de question

3) CGT : *Problématique sur le temps de travail et le respect du plafond semestriel de 1128 h. de temps de présence et de la mixité garde de 24h et garde de 12h.*

Réponses : A chaque CIS de gérer ses gardes de 12 heures, mais pas de revalorisation prévue pour les gardes de 24 h (celles-ci restent décomptées 16h).

Les résultats du questionnaire sur la restauration pourraient-ils conduire à la fin de celle-ci dans les CIS de l'agglomération nantaise ?

Dossier suivi et exposé par MM. SIMON-LEGUERN et CASTAGNE.

Les résultats sont présentés en tenant compte des non réponses.

Emmanuel JOUBERT intervient donc en demandant de ne pas tenir compte de ces non réponses qui généralement ne sont pas retenues dans ce type de résultat après un questionnaire. A notre avis cela fausse les résultats et propose logiquement un bilan plutôt négatif.

Réponses : Mr H. BOCHER propose de constituer un groupe de travail pour les 4 CIS de l'agglomération. avec pour objectif de prendre en compte la situation des agents de restauration. Le marché actuel cours jusqu'au 31 décembre 2014. Il faut donc prévoir une résiliation possible du marché en septembre/octobre 2014.

4) CFTC : Pas de question

